



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

EN FERMANT LES CIVG, LA LOI BACHELOT MENACE LE DROIT À L'AVORTEMENT

Alors que la loi de 1979 fait de l'avortement un droit, la loi Bachelot met en place des restructurations d'hôpitaux publics sous la houlette des Agences régionales de santé et supprime des centres d'IVG (interruption volontaire de grossesse).

Une opération au plan national

Une des conséquences de la loi Bachelot est la suppression de centres d'IVG, dans toutes les régions. En Ile de France, depuis mai 2009, l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris a fermé trois centres d'IVG et d'autres fermetures sont annoncées. Or, dans cette seule région d'Ile de France, les hôpitaux publics réalisent le quart des IVG pratiquées en France. A Lyon également, la fermeture de l'hôpital de l'Hôtel Dieu a entraîné la suppression de son centre IVG où se pratiquent 2200 avortements par an. Et l'on peut s'inquiéter des fermetures à venir sur lesquelles le gouvernement garde le secret.

Face aux conséquences inacceptables pour les femmes, la lutte s'organise

Des collectifs unitaires regroupant le Planning Familial, des associations féministes, des syndicats et des partis politiques se créent. En effet, ces fermetures portent gravement atteinte au droit des femmes à avorter, à décider d'avoir ou non un enfant. Alors que l'avortement est déjà peu accessible à certaines femmes (mineures, femmes sans papiers) ces fermetures et regroupements risquent fort d'allonger les temps d'attente pour une intervention et d'obliger des femmes de plus en plus nombreuses à aller à l'étranger quand elles ont dépassé le délai légal d'intervention qui est de 12 semaines de grossesse.

Une politique de restriction au service d'intérêts économiques

La restructuration de l'hôpital public a 2 objectifs :

- rentabiliser l'hôpital par des suppressions de services, de moyens et de personnels
- orienter vers le privé des pans entiers de la médecine des hôpitaux publics

Le but n'est ni de répondre à des impératifs de sécurité ni d'offrir les mêmes soins à tout le monde.

- C'est une politique de la santé au rabais qui creuse les inégalités sociales.
- C'est un retour à l'ordre moral sous la pression des forces d'extrême droite
- C'est un retour en arrière en contradiction avec « l'obligation » hospitalière incluse dans la loi de 1979 qui reconnaît le droit à l'avortement et l'obligation du service public à pratiquer des IVG

Les femmes n'ont pas cessé de lutter pour obtenir le droit à l'avortement, notamment depuis les années 1970

Ensemble, battons nous

- Pour que le droit à l'avortement soit un droit réel, accessible à toutes
- Pour la défense de l'hôpital public et la création d'autres centres d'IVG le remboursement de tous les moyens contraceptifs.
- Pour le droit des femmes à disposer de leur corps

Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.